Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 68 (1976)
Heft: 2

Buchbesprechung: Bibliographie

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Bibliographie

Christianisme et Monde ouvrier

Cahier du «Mouvement social» n° 1

Les Editions ouvrières lancent une nouvelle collection «Les Cahiers du Mouvement social». Dirigée par des historiens, elle se propose de faire connaître au grand public et aux militants, aux enseignants et aux étudiants les résultats des recherches les plus récentes menées dans le domaine de l'histoire sociale. Ce premier cahier porte le titre Christianisme et Monde ouvrier.
A la suite de Pie XI, on a dit et répété qu'au XIXe siècle, l'Eglise avait perdu la classe ouvrière. En fait comme le montrent les études réunies dans ce recueil et dues à une équipe de spécialistes d'histoire sociale et d'histoire religieuse, la réalité s'avère plus complexe. On pourra discerner au fil des pages l'entrecroisement de forces diverses et contradictoires, celle de la déchristianisation et de la religion populaire, de l'anticléricalisme et des efforts d'évangélisation menés soit du côté catholique, soit du côté protestant.
Il s'en dégage un double processus: d'une part, de la révolution industrielle à l'entre-deux-guerres, le fossé – un fossé culturel et social autant que politique et religieux – n'a cessé de se creuser entre le Mouvement ouvrier organisé et les Eglises: d'autre part et inversement depuis un quart de siècle, des rapprochements inattendus, sinon des convergences ont dessiné de nouvelles relations entre les deux univers.
Confrontant le présent avec le passé, une table ronde s'efforce d'en tirer les leçons et de situer ainsi le XIXe siècle dans sa vraie perspective par rapport à aujourd'hui. Cependant qu'une série d'études locales, portant sur le Nord, l'Est, le Midi, le Massif central, permettent d'illustrer la variété des données régionales et de faire revivre mentalités populaires et mentalités écclésiastiques dans leur environnement concret.
Les études présentées dans ce cahier par François Bedarida et Jean Maitron sont le résultat d'un travail d'équipe. (304 pages – 60 francs français.)

Vers la participation

Recherche d'une conception suisse par les partenaires sociaux

A l'occasion de la prochaine votation fédérale sur la participation, les Rencontres Suisses, centre d'étude et d'information à Lausanne, publient une étude collective présentant la recherche d'une conception suisse de la participation par les partenaires sociaux. Ceux-ci sont représentés par MM. Roger Besuchet,secrétaire central de la Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie, Charles Thommen, secrétaire syndical, Victor Dubois, secrétaire général de l'Association cantonale bernoise des fabricants d'horlogerie et Paul Rossel des Groupements patronaux vaudois. Les contributions des partenaires sociaux sont encadrées par une présentation de M. Charles Ducommun, président des Rencontres Suisses (Raisons d'être de la participation) et par des «Conclusions» de M. Louis Maire, ancien président de la Chambre de Commerce de Genève*.
Cette étude s'exprime sur l'idée générale de participation et non sur les deux projets qui s'opposent en vue du scrutin du 21 mars. S'il va au-delà de la prochaine votation, ce travail en constitue néanmoins le contexte car il dégage la finalité de la participation et les lignes d'une solution suisse.
Le problème central, pour l'Occident, c'est de rendre légitime, c'est-à-dire moralement admissible, une autorité économique et sociale qui est aujourd'hui contestée dans des milieux toujours plus larges.

* Cet ouvrage n'est en vente qu'aux Rencontres Suisses, rue Beau-Séjour 18, 1003 Lausanne.

L'offensive pour la participation est le premier épisode politique d'une vaste évolution sociale qui se manifestera aux niveaux du poste de travail, de l'entreprise et de la branche économique, sur le plan de l'économie nationale et sur le plan international. L'étude des Rencontres Suisses montre qu'il s'agit, pour notre pays, de sauvegarder, par des moyens nouveaux, notre traditionnelle technique du dialogue sans laquelle la Suisse moderne ne serait pas aussi efficace.

* * *

Droit et politique de la jeunesse

Esquisse, évolution, postulats

Après les révoltes des jeunes des années 60, la «politique de la jeunesse» s'est trouvée depuis des années au centre des discussions dans les nations occidentales industrialisées. En automne 1971, le Département fédéral de l'intérieur a chargé un groupe d'étude d'examiner les problèmes relatifs à une politique de la jeunesse en Suisse. Le rapport de ce groupe d'étude publié le 16 juillet 1973, a été soumis à une procédure de consultation longue et vaste. L'évaluation des opinions exposées n'est pas encore publiée.

Entre temps, les problèmes économiques nationaux et internationaux, de même que les difficultés financières des services publics ont conduit la discussion dans le domaine social, sur de nouvelles voies. Dans la liste des priorités de la politique de la jeunesse, le chômage des jeunes est passé au premier plan des préoccupations. Le conseil fédéral accorde aussi, semble-t-il, une grande importance à la politique de la formation et au système des bourses. Enfin la révision, qui touche à sa fin, des textes de lois sur la filiation, mérite une mention particulière. Malgré les impulsions mentionnées, la situation politique actuelle dans notre pays risque d'entraîner la relégation au second plan ou un grand retard de l'examen des problèmes essentiels de la jeunesse d'aujourd'hui – du petit enfant au jeune adulte.

Certes, la situation financière précaire des services publics et la diminution du rendement de l'économie exigent une révision de la cadence de la liste des priorités en matière de politique sociale. Il est donc d'autant plus nécessaire de réaliser maintenant une coordination et une concentration accrues des forces et des moyens, ainsi que de repenser la répartition des tâches entre la société et l'Etat, les cantons et la Confédération. Ces considérations sont tout particulièrement valables également en ce qui concerne le domaine de la politique de la jeunesse.

Soucieuse d'apporter une contribution à la poursuite conséquente de tels efforts, la fondation Pro Juventute vient de publier une brochure sur le thème: «Droit et politique de la jeunesse/esquisse, évolution, postulats. La première partie de cette brochure expose les secteurs de la politique de la jeunesse et la deuxième traite des organismes responsables de cette politique et de leurs fonctions.

Dans l'exposé *des secteurs* de la politique de la jeunesse sont esquissées tout d'abord les grandes lignes des *dispositions légales sur la filiation* dont la révision touche actuellement à sa fin. Cette étude décrit ensuite, sous le titre *«éducation extra-familiale»*, les problèmes de l'éducation préscolaire, de l'assistance éducative individuelle et générale, de l'éducation sanitaire, de l'autonomie accrue des jeunes et de l'encouragement de la formation du jugement politique.

Sous le titre *«protection de la jeunesse»*, cette brochure traite de la protection de la jeunesse par la loi sur le travail, de la protection contre les abus de stupéfiants, de la protection de droit pénal des enfants et des adolescents contre les mauvais traitements et le surmenage, de la protection des jeunes concernant la fréquentation des cinémas et manifestations publiques de même que des prescriptions principales pour la réalisation de places de jeux. Suit un exposé sur *la formation, la documentation, l'information* et *la recherche.*

Sous le titre *«les responsables de la politique de la jeunesse et leurs fonctions»* sont analysées tout d'abord les fonctions de la société (famille, école, églises, institutions de

droit privé) et indiquées les possibilités d'améliorer ces fonctions. Cette étude traite ensuite en détail *des activités présentes et futures des communes, des cantons, de même que de la Confédération,* en matière de politique de la jeunesse. Cette deuxième partie donne en substance un résumé de la prise de position de Pro Juventute qui a éveillé un grand intérêt dans les milieux spécialisés, lors de la consultation sur le rapport précité de la commission d'étude pour les problèmes relatifs à une politique de la jeunesse en Suisse.
Le texte est complété par quatre schémas donnant une vue d'ensemble de la politique de la jeunesse, de ses différents secteurs, ainsi que de la composition systématique du domaine de droit pénal défini comme «Droit de la jeunesse».
On peut se procurer cette brochure aux éditions Pro Juventute, case postale 8022 Zurich, au prix de 7 francs.